

Une activité économique dynamique, des résultats plus mitigés dans la construction

Insee Conjoncture Corse • n° 45 • Juillet 2023

Au 1^{er} trimestre 2023, l'activité économique régionale reste dynamique. L'emploi insulaire progresse de +0,4 % par rapport au dernier trimestre 2022. Tous les secteurs sont concernés sauf la construction, son repli met fin à une hausse ininterrompue depuis 2018. Le taux de chômage reste à un point bas. Les autorisations de construire et les mises en chantier s'infléchissent bien que l'emploi se maintienne à un niveau élevé. Ces replis sont aussi imputables à un contexte économique inflationniste susceptible de fragiliser le marché immobilier.

L'activité économique régionale reste dynamique en début d'année

Au 1^{er} trimestre 2023, sur la base du suivi des heures rémunérées, l'activité régionale progresse de 1,3 % par rapport au 1^{er} trimestre 2022. La tendance régionale est moins marquée que la hausse nationale à +2,9 %.

La tonicité des services marchands y contribue essentiellement. Sur un an, l'activité insulaire est dynamique dans l'hébergement-restauration et le commerce où elle progresse de 1,6 %, et de 1,1 %. L'activité industrielle garde le cap en particulier dans le secteur de production d'énergie, eau et gestion des déchets (+3,7 %). En revanche, le repli du nombre d'heures rémunérées dans la construction (-1,6 % sur un an), traduit un ralentissement de l'activité de ce secteur.

L'emploi régional toujours résilient

Au 1^{er} trimestre 2023, l'emploi salarié régional augmente de 0,4 % par rapport au trimestre précédent, soit une évolution proche de la tendance nationale (+ 0,3 %) (*avertissement*) (figure 1).

La région totalise 128 900 emplois fin mars. La progression est portée par le secteur privé (+ 0,5 %) et plus modérément par le secteur public (+ 0,2 %). Le rythme de croissance de l'emploi, plus modéré depuis trois trimestres, traduit sa résilience dans un contexte économique incertain.

La totalité des activités marchandes hors intérim participent à cette croissance. Ainsi le tertiaire marchand hors intérim progresse de 0,7 % ce trimestre. Bien orienté, le transport et entreposage enregistre la plus forte augmentation (+ 1,1 %). La progression est plus modérée dans le secteur du commerce & réparations automobiles, ainsi que dans les activités financières et d'assurance (+ 0,3 %).

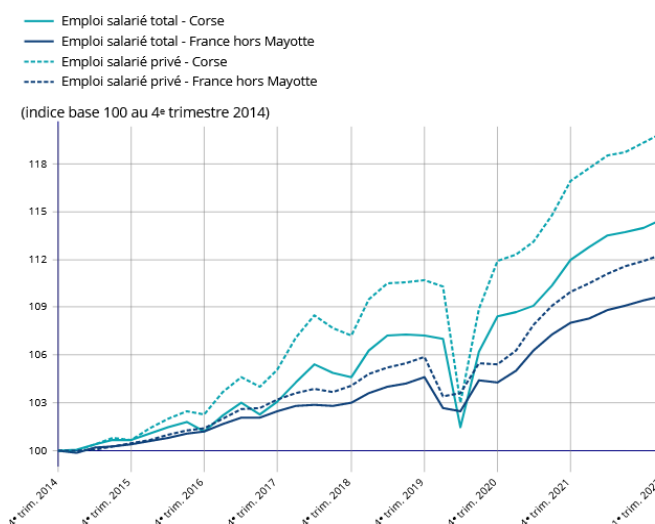
En revanche, sur l'île, les effectifs salariés de la construction reculent sensiblement ce trimestre. L'industrie se réoriente à la hausse (+ 1,5 %), contrastant avec le repli du précédent trimestre. L'emploi se redynamise dans le secteur de la fabrication de

denrées alimentaires, boissons et tabac (+ 2,1 %), ainsi que dans les activités de production d'énergie, eau et gestion des déchets (+ 1,1 %).

Dans le tertiaire non marchand, l'emploi stagne ce trimestre (- 0,1 %). Seules, les activités de santé humaine voient leurs effectifs progresser légèrement (+ 0,4 %). En revanche, ils diminuent dans l'enseignement (- 0,7 %), ainsi que dans l'hébergement médico-social et social. L'intérim dénombre un peu moins de 600 salariés fin mars, en repli de 1,0 % par rapport au précédent trimestre.

Le taux de chômage localisé s'établit à 6,2 % de la population active en Corse, stable par rapport au trimestre précédent (+ 0,1 point).

► 1. Évolution de l'emploi salarié



Note : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

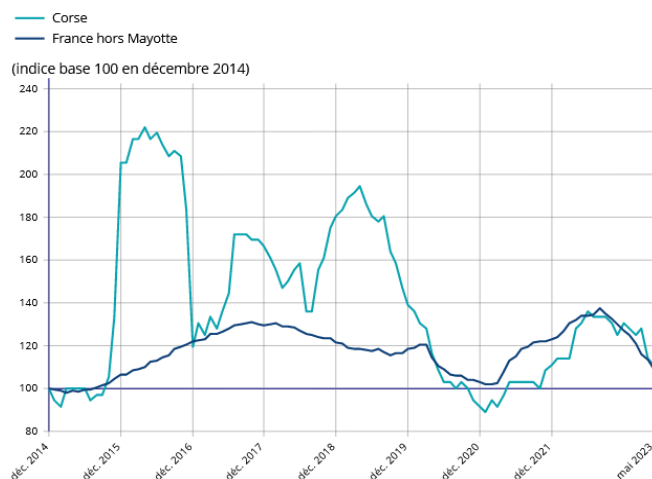
Champ : emploi salarié total.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Autorisations de construire et mises en chantier dans une tendance baissière

Au 1^{er} trimestre 2023, cumulés sur douze mois, 4 600 logements sont autorisés à la construction. Le nombre de permis de construire baisse de 3,1 % par rapport au trimestre précédent, mais il progresse de 10,8 % sur un an (*figure 2*). Cette baisse trimestrielle est exclusivement imputable à la Haute-Corse où elle atteint 8,7 %. En revanche, le nombre de logements autorisés à la construction augmente en Corse-du-sud (+6,6 %).

► 2. Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : SDES, Sit@del2.

Avec 2 500 logements commencés sur un an, le nombre de mises en chantier diminue de 7,3 % par rapport 4^e trimestre 2022. En un an, le nombre de logements commencés, en cumul annuel, se replie fortement sur l'île (- 28,2 %).

Ces vingt dernières années, les évolutions erratiques et les écarts importants entre les autorisations de construire et mises en chantier, reflètent d'une part les aléas économiques et conjoncturels, le dernier creux étant lié à la crise sanitaire de 2020. D'autre part, il traduit l'évolution des normes environnementales et techniques liées à la construction des bâtiments et aux aléas d'approvisionnements et de recrutements. Au-delà de ces écarts, le cumul annuel des permis validés et dans

► Contexte national – En France, la croissance a été modeste en début d'année et resterait hésitante

En France, l'activité a progressé modestement au premier trimestre 2023 (+0,2 %). Après son net repli fin 2022, la consommation des ménages est restée quasi-stable (+0,1 %), dans un contexte d'inflation élevée, notamment dans l'alimentation. L'investissement, quant à lui, a reculé, sur fond de remontée des taux d'intérêt, tandis que les échanges extérieurs ont soutenu l'activité, compte tenu notamment de la baisse des importations et du dynamisme des exportations d'énergie en lien avec la reprise de la production d'électricité. L'emploi est resté allant (+0,3 % entre fin décembre et fin mars), conduisant le taux de chômage à demeurer à un niveau historiquement bas (7,1 %). D'ici la fin de l'année, l'inflation pourrait refluer quelque peu mais l'activité serait peu dynamique, faute de moteur de la demande à court terme.

► Pour en savoir plus

- [Tableau de bord de la conjoncture corse.](#)
- [Note de conjoncture, Insee Conjoncture, juin 2023.](#)

une moindre mesure, des mises en chantier, se rapprochent de ceux observés il y a vingt ans après deux périodes fastes en 2016/2017 et 2019. Plus récemment, accentuant une tendance amorcée en fin 2021, ces replis sont aussi imputables à un contexte économique inflationniste et de tension sur le marché de l'emploi.

L'emploi dans la construction s'infléchit mais reste à un haut niveau

Dans la construction, l'emploi s'oriente à la baisse ce trimestre avec 0,7 % d'effectifs salariés en moins. Ce repli met un terme à une hausse de l'emploi ininterrompue depuis cinq ans dans ce secteur. Les effectifs salariés restent stables sur un an. Ils demeurent à un point des plus élevés, confirmant une situation de plein emploi. D'ailleurs, les chefs d'entreprise des différentes filières de la construction invoquent des difficultés structurelles de recrutement, impactant la durée des chantiers mais aussi la prise de marché. Ces difficultés pourraient constituer un autre frein à l'activité du secteur.

Ainsi, les Déclarations Préalables à l'embauche (DPAE) reculent fortement et sont inférieures de 10,6 % à leur niveau du 1^{er} trimestre 2022.

Dans le contexte économique inflationniste actuel, même si les investissements des entreprises comme ceux des ménages se maintiennent, la hausse des taux d'intérêts directeurs décidée en juillet 2022 induit des conditions d'accès aux crédits immobiliers plus restrictives pour les ménages et pourrait pénaliser les ventes de logements et les mises en chantier.

Toutefois, alors que la demande privée semble marquer le pas, le déblocage des budgets des différentes collectivités devrait favoriser la demande publique. Celle-ci, moins active sur ce premier trimestre, représente 70 % à 80 % de l'activité dans les travaux publics. ●

Marie-Pierre Nicolai (Insee)

Avertissement : L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) a pu transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations ont été réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. En particulier, au troisième trimestre 2022, une bascule vers la source DSN a été opérée pour la fonction publique de l'État. Ce changement de source a pu entraîner une rupture de la saisonnalité de la mesure de l'emploi public ; les ruptures les plus nettes ont été neutralisées, mais certaines moins évidentes et plus légères peuvent subsister. Les évolutions depuis le troisième trimestre 2022 sont donc à considérer avec prudence sur ce champ.

► Contexte international – L'économie mondiale entre normalisation des chaînes d'approvisionnement et resserrement monétaire

En 2023, l'économie mondiale apparaît moins contrainte qu'en 2022 en raison du recul des cours de l'énergie, de la levée des restrictions sanitaires en Chine et de l'amélioration des chaînes d'approvisionnement. Cependant, d'autres facteurs de ralentissement se manifestent, notamment le durcissement des conditions monétaires et financières, qui pèse, entre autres, sur les marchés immobiliers. Les prix à la consommation demeurent quant à eux élevés même s'ils progressent moins vite qu'en 2022. Au premier trimestre, le PIB a ainsi augmenté modérément dans les économies occidentales, et même reculé en Allemagne. Cette faible croissance de l'économie mondiale se poursuivrait courant 2023.